

Economie

21 mars 2011, 06h50

Département du Rhône : Michel Mercier ou la folie des grandeurs

Enquête Le ministre de la Justice, le centriste Michel Mercier, risque fort de se faire souffler la présidence du conseil général du Rhône.



Il suffirait à la gauche de gagner deux sièges sur les 27 cantons soumis à réélection en majorité en zone rurale, où elle n'a, certes, jamais réalisé de bons scores. Président du conseil général depuis vingt et un ans, Michel Mercier dit « Angélique » (en référence au film « Angélique, marquise des Anges » avec Michèle Mercier), 63 ans, reste à l'image de son physique tout en rondeurs. Il cultive avec soin son image de notable de campagne, bonhomme et proche de ses administrés, notamment dans son canton natal de Thizy. Mais depuis quelques années, l'autorité de cet ancien trésorier de l'UDF et du Modem est contestée à la suite de plusieurs dérives financières dans sa gestion. Quelques chiffres les résumant : de 2001 à 2007, les dépenses du département ont **bondi de 70 %**, les **impôts directs de 62 %**, les « **services généraux** » de **272 %**, les **budgets de la culture, des sports et des transports ont doublé** et le **personnel s'est accru de 1.104 agents** ! Or la prise en charge de nouvelles missions (RSA, allocation personnes âgées et handicapés) a été largement couverte par les aides de l'Etat.

Deux organismes ont mis au jour ces dérapages. **La chambre régionale des comptes de Rhône-Alpes et « Canol », une association de contribuables lyonnais.**

Première folie du conseil général : la distribution à gogo et gratuite de places de match de foot, de basket, de rugby ou de tennis. Ainsi, chaque année, il achète entre 600.000 et 900.000 € de places de match à l'Olympique Lyonnais et les distribue gratuitement aux électeurs. Le tribunal administratif de Lyon a annulé un achat de 799.840 € de places, pour 2007. Depuis, le conseil général du Rhône a engagé une bataille juridique pour faire annuler cet arrêt et achète toujours autant de places à ce club de foot... Le 1er juillet 2010, le même tribunal administratif avait aussi condamné le conseil général pour l'acquisition de 36 places en loge VIP pour le Grand Prix de Tennis de Lyon, pour un montant total de 128.324 €. L'arrêt relève que la délibération incriminée,

votée à l'unanimité par les conseillers généraux, « ne prévoit nullement une affectation des places à un usage déterminé ».

Deuxième folie du conseil général du Rhône : 120 millions d'euros pour construire les 7 km de ligne de tramway Rhônexpress, mise en service en août 2010 pour relier la commune de Meyzieu à l'aéroport Lyon-Saint-Exupéry. Un trajet aller simple coûte 13 €, alors que le billet de bus (moins fréquent) était de 8,90 €. Aujourd'hui supprimée, cette ligne de bus départemental vous déposait devant votre terminal, alors que le tramway vous oblige à faire 100 m de marche à pied. La rentabilité du tramway Rhônexpress se base sur une fréquentation de 2.700 voyageurs par jour. Depuis sa mise en service, elle varie entre 1.900 et 2.500 voyageurs par jour et la brigade financière de la PJ de Lyon enquête sur de possibles malversations dans ce dossier Rhônexpress.

Troisième folie : le musée des Confluences. Prévu pour ouvrir en 2014, il va coûter la somme pharaonique de 260 millions d'euros (pour une évaluation initiale de 400 millions d'euros). Ce qui en fera le musée le plus cher d'Europe à la construction. Cette addition douloureuse ne comprend pas les 13 millions d'euros annuels nécessaires à son fonctionnement. Pour financer ce projet ruineux, **Michel Mercier a vendu, en 2003, à perte les bijoux de famille du département, soit 399.741 actions de la Compagnie du Rhône** (propriétaire de barrages hydroélectriques) pour 63 millions d'euros. Si le département du Rhône avait conservé ces actions, il aurait engrangé 460 millions d'euros, soit 400 millions de plus que lors de la vente des actions en 2003 (qui valent aujourd'hui près de six fois plus). Sans compter les dividendes touchés entre 2004 et 2010, soit 60 millions en sus.

19.458,10 € d'indemnités pour Michel Mercier

Le conseil général du Rhône comprend 54 conseillers, qui se votent chaque année un budget d'indemnités de l'ordre de 2 millions d'euros. 25 % de cette somme est ventilée entre les partis politiques pour assurer leur gestion locale. Chaque conseiller reçoit une indemnité de 2.618,86 € brute augmentée. Son président Michel Mercier empoche au total 19.458,10 € bruts par mois. 14.017 € en tant que ministre de la Justice et 5.441,10 € comme président du conseil général du Rhône. De plus, il a droit à des remboursements de frais liés à ces deux fonctions.